

CARREFOURS DES ASSUÉTUDES:

1ère table ronde, 1ère résolution

Pratiques commerciales vs promotion de la santé: simple tension ou abus? C'était le thème de la première table ronde des Carrefours des Assuétudes qui s'est tenue le mercredi 24/11 au siège du cdH.

Pour la première édition de ce cycle de cinq conférences-débats sur le thème des assuétudes, les participants ont abordé la question des tensions pouvant exister entre les pratiques commerciales, qui vantent par exemple les mérites de telle ou telle boisson alcoolisée, et les messages de prévention qui tentent de s'imposer. Cette table ronde a rassemblé des spécialistes des pratiques commerciales, plus précisément en matière d'alcool. Ce premier Carrefour a ainsi donné la parole au Président de l'Union brassicole belge, au Président du Crioc, ainsi qu'à un représentant d'Univers santé, une association responsable de la prévention en matière d'alcool chez les jeunes. Un conseiller du cabinet du ministre de la Santé de la Ccof Benoit Cerexhe était également présent.

C'est le sénateur et député bruxellois André du Bus qui a introduit la table-ronde. Très concerné par les questions de santé et de dépendances, c'est lui qui est à l'initiative de ces Carrefours des Assuétudes. « On a souvent eu l'occasion de travailler ensemble sur ce sujet, avec la ministre de la Santé de la Communauté française, et on a vu qu'il existait une multitude de plans, de programmes et d'actions, mais que la situation ne s'améliore pas facilement. De nombreuses familles ne connaissent toujours pas l'ensemble des services qui sont à leur disposition. C'est ce qui nous a poussé à faire le point sur les différents thèmes et sur les différents acteurs qui jouent un rôle important dans la prévention des assuétudes », a expliqué André du Bus.

Une cinquantaine de personnes issues de milieux divers ont participé à ce premier Carrefour. Etaient présents à la fois des représentants d'associations de parents, des personnes indépendantes qui s'intéressent à la situation, des acteurs politiques locaux, des représentants du monde associatif, de mutuelles, de magazines. Après les différents exposés, place au débat. André du Bus regrette d'ailleurs que celui-ci n'ait pu durer plus longtemps, les différentes interventions des spécialistes ayant quelque peu dépassé le timing prévu.

Au delà d'un simple constat, le premier Carrefour des

Assuétudes a permis de dégager des résultats concrets sur le plan politique. En effet, le cdH a déposé une résolution au niveau du parlement de la Communauté française visant à endiguer et mieux encadrer les pratiques commerciales en matière d'alcool. Systématiser les points d'eau dans tous les lieux publics ou lors de festivals gérés ou subsidiés par la Communauté française, supprimer les tickets forfaitaires pour la distribution d'alcool, sont quelques-unes des mesures défendues par la résolution. Cette dernière vise également à entamer une réflexion avec le fédéral pour créer un Conseil de la publicité qui aurait un réel pouvoir contraignant. Car aujourd'hui, 70 % des pratiques commerciales échappent au JEP (Jury d'Ethique Publicitaire). Et enfin, il y a la volonté d'entamer une réflexion sur l'interdiction de la publicité pour l'alcool.

« On travaille à cette initiative depuis pas mal de temps », nous a confié André du Bus, « mais en tout cas, cette rencontre nous a permis de prendre conscience que les points de vue à la fois des représentants des consommateurs, des représentants des pratiques commerciales et des représentants du milieu de la jeunesse attendaient une initiative visant à contenir davantage la publicité en matière d'alcool ».

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la deuxième table-ronde centrée sur la famille est programmée le 15 décembre. Nous en ferons écho ultérieurement. .

Trois Carrefours sont encore prévus en janvier et février. Le premier traitera de l'école : « Comment l'école, qui est souvent un moyen de prévention privilégié mais qui parfois est surinvestie, peut-elle jouer son rôle auprès des jeunes en matière d'information, en matière de prévention et de prise en considération des questions de dépendances de drogue, de cyber-dépendance ou d'alcool. » Une autre table ronde traitera des questions de justice : « Quel est le rôle de la justice en matière d'assuétudes ? Comment la justice peut venir en soutien aux familles ? »

Et enfin, le dernier Carrefour abordera le rôle des communes : « En quoi le pouvoir local prend-il les initiatives, en quoi le pouvoir local est-il un référent, un interlocuteur pour les familles dans des situations de difficulté et de dépendances ? », s'interroge le sénateur et député bruxellois, « car de nombreuses initiatives sont prises, mais elles sont trop souvent méconnues ».